

## note de lecture



Max Butlen :  
**Les Politiques de lecture et leurs acteurs,  
 1980-2000**

**INRP**

Collection *Éducation, histoire, mémoire*

**614 pages**

**36 €**

ISBN 978-2-7342-1086-3

Puisque la lecture est devenue un problème récurrent, générateur de polémiques sans fin, il peut être utile de jeter un regard sur les façons de traiter le problème dans un passé proche. Le livre que Max Butlen consacre aux politiques de lecture entre 1980 et 2000 le permet efficacement, en particulier parce que l'auteur le nourrit de son expérience professionnelle, riche et diversifiée, au service de la promotion de la lecture.

À travers une série d'études de cas, l'auteur s'attache à analyser, comprendre et tenter d'interpréter les évolutions des politiques d'offre de lecture sur deux décennies qui ont vu l'alternance de gouvernements de droite et de gauche, donc de tentatives portées par des intentions politiques différentes, parfois opposées, contradictoires. Si les interventions des ministères retiennent l'attention, on le verra, celles des professionnels du livre – éditeurs, libraires, écrivains – comme celles des militants associatifs et des bibliothécaires sont exposées avec soin. Ainsi est dessinée une grande fresque, celle de la chaîne du livre, avec comme groupes d'acteurs, d'abord les professionnels du livre et de la lecture, puis les « théoriciens de l'offre » que sont aussi bien les militants que les pédagogues ou les chercheurs et, enfin, « les institutions étatiques chargées de mettre en œuvre les politiques publiques d'offre de lecture ».

Lorsque, dans les années 70, la lecture est identifiée comme un problème national, les politiques s'attachent à y remédier parce qu'ils considèrent qu'il s'agit là d'une régression culturelle grave. Ce recul est alors analysé comme la conséquence d'une offre inadaptée

alors qu'il existerait une demande sociale insatisfaite et Max Butlen montre comment des réponses sont cherchées du côté du modèle qu'offraient les bibliothèques publiques. En effet, à la différence de l'École traditionnelle, les bibliothécaires ne se posaient pas en prescripteurs mais en conseillers, tout en conservant, par leurs fonctions, la maîtrise de l'offre. La mise en œuvre de ce nouveau modèle à la fin des années 70, celui de la médiation culturelle, prend appui sur un secteur jusqu'alors réservé à la lecture personnelle, la littérature de jeunesse. Cette tentative pour mettre en convergence une approche nouvelle de la lecture et de nouveaux produits a eu, pour la période étudiée, des effets qu'étudie Max Butlen.

La littérature pour la jeunesse connaît un processus d'accélération de mise sur le marché, en particulier parce que « les besoins de lecture du jeune public sont remarquablement analysés et l'offre segmentée en conséquence ». Le nombre de livres pour la jeunesse édités – tous genres confondus – augmente de 45%, alors que les jeunes lecteurs visés ne représentent que 20% de la population. Le nombre des bibliothèques augmente, lui aussi. L'École semble accompagner ce mouvement, avec de nouveaux manuels, des programmes qui intègrent la littérature de jeunesse, le développement des Centres de documentation et d'information et l'instauration, dans le Primaire, des Bibliothèques centres documentaires.

Dans ce cadre rénové, le travail des militants n'est plus suffisant, tous les acteurs doivent s'engager à convaincre. Max Butlen insiste sur cet aspect, le passage à une éthique de la conviction, y compris pour les acteurs institutionnels, plus habitués à prescrire qu'à convaincre.

L'auteur s'attache à montrer que, pour transformer le monde de la lecture, on a développé la professionnalisation des acteurs, enseignants et bibliothécaires et on a tenté une de mettre en cohérence leurs actions avec celles des autres intervenants dans la chaîne du livre. Les politiques menées, par Jack Lang en particulier, ont ainsi permis aux éditeurs de conquérir un nouveau cré-

## note de lecture

neau, aux écrivains de bénéficier de meilleures conditions de travail et aux libraires d'exister face aux grandes surfaces. Ce volontarisme politique a donc eu, Max Butlen le montre précisément, des effets positifs, qui font de la France un pays à part. Il reste que le marché impose de plus en plus ses contraintes et modèle les offres. Les concentrations dans le monde de l'édition sont en train de créer un rapport de forces où la volonté de vendre toujours plus – société de consommation oblige – prend le pas sur les autres préoccupations.

Pourtant, afin de permettre à l'enfant lecteur de devenir un citoyen, enjeu fondamental des deux décennies étudiées, les interventions n'ont pas manqué. Les militants pédagogiques et associatifs n'ont pas ménagé leurs efforts. Max Butlen évoque alors les acteurs, Natha Caputo, Janine Despinette, Germaine Finifter, Geneviève Patte, Raymond Renner et les organisations, qui, comme La Joie par les livres ou le CRILJ, ont agi pour que la littérature de jeunesse soit reconnue comme littérature. Ce qui a eu des effets contradictoires. Lorsque l'École et les autres institutions d'État prennent en considération la littérature de jeunesse, elles investissent tous les moments de la vie des enfants. Les espaces de liberté s'amenuisent et les refus de lecture peuvent donc être des moyens de résister à ce qu'il faut alors appeler une inculcation. Il en va de même avec les militants, qui voient les institutions envahir leurs champs d'action, s'appropriant leurs moyens et leurs outils d'action, parfois de façon purement administrative.

Les pages consacrées aux travaux des chercheurs signalent des ambiguïtés. La focalisation sur cette question a entraîné de nombreuses campagnes de recherches universitaires et pédagogiques. La réflexion des autres acteurs a pu s'enrichir de tels apports. Mais, dans le même temps, des dérives sont constatées, des études ne rencontrent que l'indifférence parce qu'elles ne disent pas ce qui est attendu, d'autres sont reconnues parce qu'elles sont utilisables par les décideurs politiques. L'auteur constate que rares sont les études

des réactions de refus ou d'acceptation de la part des lecteurs. Il montre ainsi la complexité des problèmes auxquels les politiques de lecture ont eu à faire face. Et donc une part de leur échec, à côté d'indéniables réussites.

Parce que, l'enquête le montre avec force détails, tous les domaines des politiques gouvernementales ont été affectés par les politiques de lecture. Le ministère des Affaires étrangères a été employé à diffuser les livres français à l'étranger, à faire connaître les auteurs actuels de façon pluraliste, en s'appuyant donc sur le développement économique et sur les choix du marché du livre. Le ministère de la Défense, l'un des premiers à découvrir, par les tests, le phénomène de crise de la lecture, a mis en place des actions de mise à niveau et de sensibilisation dont la fin de la conscription rend l'efficacité faible, mais permet de tirer un signal d'alarme sociale. L'étude consacrée aux actions du ministère de la Justice me paraît être exemplaire. Robert Badinter pose en principe, dès 1985, que « tout citoyen, même s'il est l'objet d'une mesure judiciaire, a droit à la culture et (...) que, l'approche des œuvres permet à chacun de trouver sa place dans la société. ». Alors, ce ne sont plus les organisations caritatives qui agissent pour le développement de la lecture chez les prisonniers, mais l'administration elle-même. Les militants sont, ici encore, dépossédés au profit des institutions qui, par les services d'insertion et de probation, contribuent à permettre aux détenus d'entretenir des liens sociaux. Avec la Jeunesse et les Sports, Max Butlen pointe un certain manque. Dans ce domaine, la tradition d'éducation populaire est ancienne et forte. Faute d'avoir su, ou pu, développer des partenariats, les actions sont restées isolées. Le ministère du Travail a été confronté à la question des ravages produits par l'illettrisme. Donc, dans ce ministère, c'est l'offre de formation et non une remédiation à l'illettrisme qui a été construite, de façon à produire des effets sur l'employabilité. Maîtriser la langue, entrer dans le monde du travail et s'intégrer à la société ont été les objectifs développés par ces formations.

## note de lecture

Les deux grands ministères concernés par la lecture, Culture et Éducation nationale, donnent lieu à des présentations conséquentes. Mais, finalement, leurs cas sont plus banals. Ce que montre l'étude, c'est que le modèle de lecture qui l'a emporté a été celui promu par le ministère de la Culture. L'Éducation nationale a emboîté le pas, non sans résister (encore aujourd'hui). Du côté de Culture, la grande question a été de réussir à « passer d'une politique du livre à une politique globale de la lecture ». Max Butlen montre quelles ont été les actions de ce ministère et, avec d'autres, doute des résultats. Car la lecture ne peut être imposée à personne, même au nom d'un hypothétique « plaisir » de lire. C'est pourquoi l'auteur souligne que « dans cette entreprise à long terme, beaucoup dépend de l'histoire des lecteurs et particulièrement de la manière dont ils ont vécu ou mis à distance leur apprentissage de la lecture. » Or, le travail des enseignants a été profondément modifié, puisque le rôle qui leur a été attribué est celui de médiateur. Objectifs : « savoir et aimer lire. Il a été demandé aux maîtres de former un lecteur polyvalent, tout à la fois lecteur de littérature et lecteur fonctionnel ». Conséquences : des enfants refusent d'apprendre à lire parce qu'il leur est imposé d'aimer lire, et des maîtres refusent d'enseigner à aimer lire, parce que cela ne s'enseigne pas, et même à inciter à lire la littérature de jeunesse, qui leur paraît relever de choix personnels. Donc, quand le ministère propose une liste de propositions de lecture, elle est reçue comme une aide par certains, comme une entreprise de caporalisation de la lecture par d'autres... Ici, l'auteur montre que la lecture devient une question politique parce qu'elle est une question de choix de valeurs. La scolarisation de la littérature de jeunesse ne résout pas non plus les problèmes, elle les exacerbe et a eu pour conséquence de poser le problème sous l'angle des choix démocratiques présidant à l'enseignement de la lecture. Aussi, lorsque Max Butlen en conclut que l'enseignement se donnerait désormais pour mission « de former des jeunes lecteurs consommateurs actifs et éclairés culturellement. », il souligne un effet pervers,

puisque la formation du citoyen devient celle du consommateur. Comme il le note en fin de parcours : « un des effets de la somme des efforts déployés pour développer l'offre de lecture a été de stimuler le consumérisme et de rentabiliser l'économie du livre. »

L'auteur, quant à lui, ouvre des perspectives plus exaltantes quand il souhaite que l'on passe d'une politique de l'offre à une politique de la demande, afin qu'émerge la diversité des attentes et que puisse être développé le pluralisme des offres.

**Serge Goffard**